



CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA CULTURE EN AFRIQUE

GORÉEUPDATE

Spécial Forum de la Jeunesse de Bamako 2024

CINQUIEME EDITION

FORUM RÉGIONAL DE LA JEUNESSE

**Rôle et Engagement des Jeunes dans la gouvernance, la
citoyenneté et la paix au Sahel : aller au-delà de la
contestation**

Bamako, du 12 au 13 novembre 2024





Le Forum régional annuel de la jeunesse désormais porté au quintuple, après Abidjan 2016 et 2017, Bamako 2022 et Ouaga 2023. La 5e édition organisée par le **Gorée Institute en partenariat avec l'École de Maintien de la Paix, Alioune Blondin Bèye de Bamako, les 12 et 13 novembre 2024**, a gratifié à **deux cents (200)** jeunes africains du Sahel un cadre de dialogue, de réflexion, d'apprentissage, d'échange d'expériences et de bonnes pratiques. 48 heures d'intenses travaux sur le rôle et l'engagement des jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel ayant permis de mettre en avant de nouvelles perspectives allant dans le sens d'améliorer la participation de la jeunesse à la citoyenneté et aux processus de paix en Afrique et au Sahel. Des actions d'exploration de nouvelles pistes par lesquelles devra passer la jeunesse sahéenne pour aller au-delà de la contestation.

Organisé sous le parrainage du **ministre malien de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne**, cet événement annuel devenu une culture institutionnelle pour l'Institut panafricain a réuni des représentants régionaux et nationaux de la jeunesse, des experts sur les questions de jeunesse, des acteurs institutionnels, des partenaires techniques et financiers, les médias, les bénéficiaires (40) du programme **Gorée Youth Leadership Academy (GYLA)** et d'autres parties prenantes du Mali, du Niger, du Burkina Faso, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire à travers le représentant du Conseil de l'Entente. Cette

activité annuelle a en outre rassemblé d'éminents experts et diverses personnalités dont le ministre parrain, le Directeur général de l'EMP, l'ambassadrice des Pays-Bas au Mali, la Représentante de la Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL), des responsables de Think Peace Sahel et d'autres institutions régionales et internationales. Le rôle et l'engagement des jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel étant la thématique principale de l'édition 2024, les jeunes venus de divers pays du Sahel ont eu l'honneur d'échanger leurs points de vue avec d'illustres experts des questions ayant trait à la jeunesse et à la situation particulière du Sahel. Des échanges de vue ayant conduit à la prospection de voies et moyens qui pourraient permettre aux jeunes de l'Afrique et de la région sahéenne en particulier d'aller au-delà de la posture contestataire.





Cérémonie d'ouverture : la jeunesse du Sahel invitée à plus de responsabilité

La jeunesse, couche démographiquement dominante en Afrique et au Sahel, préoccupe consciencieusement les autorités présentes à la cérémonie d'ouverture du Forum de Bamako. En effet, considérant la jeunesse africaine comme le présent et l'avenir de ce continent qui a tant souffert sous le joug de la colonisation, de la traite, de l'exploitation humaine et minière, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne a fait savoir aux jeunes présents au



Forum que l'Afrique et le Sahel comptent énormément sur eux. Dans cette intention, Abdoul Kassim Ibrahim FOMBA s'est réjoui que le thème du Forum, à savoir « Rôle et Engagement des Jeunes dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel : aller au-delà de la contestation », résume à suffisance l'état d'engagement de la jeunesse africaine à aspirer à un avenir radieux et à apporter pleinement sa

contribution à l'édification de nos pays respectifs. « Jeunes du Sahel, vous devez cesser les contestations et les revendications stériles et répondre présents au rendez-vous du millénaire en acceptant le sacrifice d'être volontaires, engagés aux avant-postes du combat pour la paix et le développement », a lancé le parrain de la 5e édition à l'endroit de la jeunesse du Sahel.

Pour sa part, le Directeur de l'EMP Bamako, partenaire du Gorée Institute pour l'occasion, est convaincu que les jeunes du Sahel sauront relever les défis. Et même si la prévention des conflits requiert une compréhension fine des dynamiques locales, des tensions sous-jacentes et des besoins non satisfaits, le Colonel Souleymane SANGARE ne doute pas que « *les organisations de jeunes, par leur ancrage local, ont cette capacité unique de percevoir, bien en amont, les signes précurseurs de conflits et d'y apporter des réponses adaptées* ».



Exprimant le même sentiment de sécurité envers la jeunesse, le Directeur exécutif du Gorée Institute a souligné l'impérieuse nécessité de la



part des gouvernants de faire confiance aux jeunes. « *Nous avons en Afrique, particulièrement au Sahel, une jeunesse résiliente, crédible, compétente, digne de confiance et dynamique. Nous avons une jeunesse qui aspire à tenir le rôle de coproduction et de co-supervision des politiques publiques* », a dit Doudou DIA à l'endroit des jeunes manifestement adoués par les propos du Directeur exécutif de l'Institut Gorée. A l'instar



de leurs homologues, l'Ambassadrice des Pays-Bas au Mali, Son Excellence Madame Caecilia Wijgers et la Représentante de Misahel, Nana Touré ont aussi délivré des messages forts à la jeunesse.

Des thématiques interconnectées, mais centrées sur la jeunesse

Après la cérémonie d'ouverture marquée par des invites à l'engagement et à la responsabilité des jeunes, la présentation des panels a été marquée par un diagnostic en profondeur des différents obstacles sur lesquels butent les jeunes dans leur rôle et engagement dans la gouvernance, la citoyenneté et la paix au Sahel. Il était surtout question d'ausculter les sillons menant vers une autre posture au-delà de celle contestataire. Les présentations et échanges se sont ainsi articulés autour de cinq (5) thématiques interconnectées

qui ont servi à poser un diagnostic sur les enjeux de la participation des jeunes sur des questions de citoyenneté, de gouvernance, de paix et de stabilité au Sahel et les pistes d'actions concrètes afin d'améliorer significativement l'engagement et le leadership des jeunes pour la paix, la stabilité et une gouvernance participative.

Prévention de l'extrémisme violent au Sahel: rôle et responsabilité des jeunes

Lors de ce premier panel ayant abordé le rôle et la responsabilité des jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent dans la région du Sahel, les présentations ont mis en exergue les causes profondes de la radicalisation et de l'extrémisme violent, le défi de la participation des jeunes dans la prévention et la lutte, ainsi que les initiatives des Etats et la contribution des Organisations de la Société Civile (OSC) dans la sensibilisation et l'accompagnement des jeunes. Quant aux échanges, ils ont donné l'occasion aux parties prenantes de faire une introspection sur le niveau de compréhension du phénomène et l'engagement des jeunes. Il a été également noté la faiblesse des réponses des Etats face aux risques de radicalisation et d'extrémisme violent. Les pistes de réflexion mentionnées ont débouché sur les différents procédés qui pourraient rendre positive et durable la participation des jeunes et développer leur esprit critique. Les différentes interventions sur les rôles et responsabilités des jeunes dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent au Sahel ont abouti à des recommandations d'actions prioritaires à engager, notamment :

- La complexité et la connexion entre les phénomènes subversifs qui sous-tendent l'extrémisme violent et les conflits locaux ;
- La nécessité de prévenir et de lutter contre le phénomène sans grossir le rang de l'ennemi ;
- Le refus d'être instrumentalisé et utilisé pour des fins non avouées ;
- La promotion de l'éducation et du renforcement des capacités sur les politiques et orientations ;



- L'accompagnement des initiatives d'autonomisation des jeunes ;
- La contribution à l'édification des institutions fortes et animées par des hommes forts ;
- La proactivité dans la prévention de l'extrémisme violent ;
- L'implication des jeunes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

Crises institutionnelles au Sahel : quelles réponses des jeunes pour des transitions réussies ?

Les travaux étendus aux défis à relever pour une meilleure implication des jeunes dans les crises politiques et institutionnelles ont décelé des problématiques liées au fait que la plupart de ceux qui sont engagés dans les groupes terroristes sont des jeunes. Et que ces derniers sont en quête d'une appartenance à quelque chose de réel. Il a été aussi remarqué qu'en général, en période de crise, les jeunes sont souvent les premières victimes, mais les structures politiques qui les reçoivent les perçoivent comme des menaces. Les panélistes, tout comme les intervenants, ont été unanimes sur le fait qu'il sera difficile d'aboutir à une transition apaisée si les jeunes et les femmes ne sont pas associés au niveau des instances de décision. Tout de même, force est de reconnaître que les jeunes parviennent à répondre aux défis politiques, sociaux et économiques à travers des projets communautaires, d'entrepreneuriat. Des initiatives toutefois perçues comme

conséquences d'une absence d'initiatives étatiques. Par ailleurs, les contributions des experts ont permis de faire un rappel des racines sociales et structurelles des crises au Sahel, ainsi que leurs manifestations, en rappelant le rôle essentiel des jeunes comme potentiels acteurs de changement positif ou de catalyseur de crises. Les échanges ont permis aux participants de dégager des réflexions sur ce qu'est une transition réussie, de la manière dont les jeunes doivent s'impliquer ou être impliqués, leur niveau d'engagement et d'information pour devenir et rester des acteurs majeurs dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Les recommandations qui ont été faites exhortaient à :

- Susciter l'intérêt des jeunes à la compréhension des contextes et des politiques et institutionnelles ;
- Renouer ou renforcer le dialogue avec les jeunes ruraux ;
- Renforcer l'éducation civique en intégrant des cours sur la citoyenneté, la gouvernance et la paix dans les programmes scolaires et universitaires ;
- Refonder la gouvernance économique en mettant en place des projets d'entrepreneuriat communautaire ;
- Renforcer l'Etat de droit avec une justice forte et indépendante.

De la nécessité d'un leadership transformationnel de la jeunesse pour contribuer à la reconstruction

Relativement au leadership et à l'engagement civique et politique des jeunes comme moyen de contribution à la reconstruction de nos États, les jeunes présents au Forum ont pu échanger sur la question avec d'éminents experts, non sans faire part de leur perception du leadership et de l'engagement. À cet effet, il leur a été demandé le type de leadership qu'ils devraient proposer pour apporter le changement et contribuer à la reconstruction des États. Par ailleurs, des conseils leur ont été prodigués dans le sens d'adopter le leadership transformationnel pour être en mesure d'estimer leur part de contribution et de comprendre les enjeux en termes de crise et de leadership. Néanmoins, les obstacles à l'affirmation du leadership des jeunes ne manquent pas car le triste constat est que souvent, après s'être battue pour des combats nobles, la jeunesse est reléguée au second plan. Une situation qui serait due à la posture attentiste de la jeunesse. Aussi, les débats ont mis le curseur sur le fossé très profond qui existe entre la jeunesse et ses gouvernants, les États et les institutions, source de la crise de confiance et de la rupture. Les échanges ont permis également de relever les complexités de l'engagement civique qui ne consisterait pas seulement à militer, mais à identifier les problèmes et à trouver des solutions qui impactent positivement les communautés. Toujours dans leur engagement et militantisme, les jeunes ont été invités à être au premier plan pour contribuer au changement institutionnel et

à l'éveil des consciences. Le tout avec une bonne attitude, de l'humilité, du sens du respect des engagements, du sérieux, de la compétence et de l'exemplarité. Les jeunes devraient ainsi faire valoir leur capacité à amener les gouvernants à respecter leurs engagements à travers les cadres qu'ils mettent en place. Ils devraient, de plus, faire connaître les préoccupations de la jeunesse aux gouvernants car étant les mieux placés pour savoir le vécu de leurs pairs jeunes. À cette fin, ils sont exhortés à ne pas s'attendre à ce que les gouvernants leur donnent facilement de la place. Mais plutôt à se battre pour en disposer légitimement.

Mais pour contribuer efficacement à la reconstruction de nos États de demain, il est indispensable pour la jeunesse d'avoir une vision claire sans laquelle, elle ne sera pas capable d'évoluer et restera éternellement dans le suivisme. Les jeunes devraient ainsi travailler à être davantage dans l'action et avoir la capacité d'exprimer clairement leur vision et de pouvoir la communiquer en utilisant tous les canaux de communication qui sont à leur disposition, surtout dans une époque marquée par l'expansion de l'Internet. En outre, les débats ont porté sur les défis et opportunités de renforcement du leadership et de l'engagement des jeunes. À cet effet, certains facteurs concourant à la faiblesse de leadership et d'engagement des jeunes ont été détectés. Ils ont pour noms difficultés de catégorisation des jeunes, l'attentisme de la jeunesse, la rupture de confiance entre la jeune génération et les aînés, la forte croissance



démographique, les questions sécuritaires, le manque de confiance des jeunes en leur potentiel, l'impact de la déstructuration économique sur les jeunes ruraux et la méconnaissance des politiques et des engagements des Etats. Les échanges ont aussi démontré l'existence de bases solides à travers des exemples concrets. Les différentes recommandations ont mis le curseur sur la nécessité de :

- Organiser un Forum régional des jeunes ruraux ;
- Améliorer la participation des jeunes à la veille citoyenne ;
- Investir dans la formation et l'amélioration des compétences ;
- Approfondir les réflexions sur les opportunités d'exploitation de la croissance démographique comme un outil de développement ;
- Garantir la participation des jeunes des milieux défavorisés dans les initiatives d'information et d'implication des jeunes ;
- Bâtir sur les échecs et les réussites.

Internet et jeunesse : le d'clic de l'innovation et du changement

Il est aujourd'hui impossible d'aborder l'engagement de la jeunesse sans pour autant examiner l'outil le plus usité par les jeunes pour leur apprentissage, leur socialisation et leur expression. Internet est donc conçu comme l'espace de contestation ou de construction d'idées innovantes pour un meilleur changement. Au niveau politique, le net est aussi un instrument qui a contribué à faire tomber des régimes et à porter des luttes décisives pour la sauvegarde de la démocratie, de la bonne gouvernance et pour le respect des droits humains. Avec les innombrables fonctionnalités de l'Intelligence Artificielle (IA), les jeunes sont invités à renforcer davantage leurs compétences avec la menace de disparition de beaucoup de métiers. Toutefois, même si Internet est un espace qui donne aux jeunes des droits, la liberté et des opportunités infinies, il est important pour la



jeunesse d'être consciente qu'il requiert une éthique pour faire valoir cette liberté. L'outil n'étant certes pas gratuit, il a été rappelé que ce n'est pas l'accessibilité à Internet qui coûte cher, mais plutôt le fait de ne pas l'avoir. En somme, les échanges ont fait ressortir les avantages et les inconvénients de l'utilisation des plateformes numériques. Des avantages comme la création d'un espace d'information, de revendication des droits, de créativité et de développement de solutions d'alternatives aux crises politiques, sociales et institutionnelles. Les inconvénients sont l'impact des fake news qui influencent l'opinion et déteignent sur le comportement de la jeunesse, les rapports sociaux et la crise de confiance envers les institutions. Comme recommandations, il a été retenu de :

- Travailler sur la souveraineté numérique de certaines infrastructures pour protéger les données sensibles ;
- Rendre l'espace contraignant (mieux encadrer et punir, pas de législation spécifique) ;
- Veiller à la régulation de l'espace numérique de manière consensuelle et participative ;
- Sensibiliser et formuler des messages alternatifs aux fake news et discours haineux ;
- Multiplier les initiatives d'éducation de la jeunesse aux médias et à l'information.



Place des jeunes femmes dans les processus politiques et de paix au Sahel : plaidoyer pour une gent féminine émancipée

Le Forum de Bamako n'a pas seulement posé la problématique de la représentativité des jeunes en général. Il a aussi soulevé celle de la représentativité des jeunes femmes en particulier, qui se trouvent être les moins représentées dans les postes à responsabilité. Le focus a ainsi été fait sur les différentes stratégies permettant de mieux positionner les jeunes femmes comme partenaires stratégiques dans les processus politiques et les processus de paix au Sahel. Les experts ont fait le constat amer d'une « invisibilisation » totale des femmes dans nos sociétés respectives, alors que ces dernières méritent aussi de faire des études poussées et d'embrasser des connaissances endogènes. À côté de cette iniquité, il y a aussi un besoin réel de transmission générationnelle pour faciliter l'engagement et le militantisme aux jeunes femmes qui gagneraient à s'éduquer et à s'engager davantage.

Sur cette situation préoccupante des jeunes femmes du Sahel, les positions sont unanimes sur la nécessité de travailler avec les leaders religieux et traditionnels pour le changement des mentalités afin de mieux les positionner comme partenaires stratégiques dans les processus politiques et les processus de paix au Sahel. Par ailleurs, les contributions du panel et les échanges ont mis en évidence les contraintes, les bonnes

pratiques et les pistes de solutions actionnables pour rehausser le niveau de participation des jeunes femmes aux processus politiques et aux processus de paix au Sahel.

L'existence d'instruments nationaux et internationaux de promotion de la participation des femmes et des jeunes femmes et leurs limites face à la rigidité de l'environnement social, économique, politiques et religieux ont été aussi évoqués comme obstacles. La faible représentativité des jeunes femmes dans la gouvernance et les initiatives de paix, le défi de la scolarisation et du maintien des filles à l'école et l'insuffisance de ressources et de réseautage constituent également des freins à l'émergence des jeunes femmes. Il a été aussi souligné l'importance de se focaliser sur les femmes du milieu rural et la nécessité de trouver un équilibre entre les responsabilités familiales et sociales et l'engagement politique des jeunes femmes. Comme recommandations, il faudra :

- Veiller à l'application des instruments juridiques et des engagements des Etats ;
- Multiplier les actions individuelles ou collectives d'information et de sensibilisation pour la protection des droits des femmes et filles ;
- Créer un environnement favorable à l'équité à travers une éducation familiale sensible ;

- Déconstruire les mentalités sur le rôle traditionnel de la femme ;
- Plaider pour un rééquilibrage au niveau des instructions en respectant un système de parité ou de quota ;
- Promouvoir le partage des savoirs et des connaissances intergénérationnelles ;
- Résoudre les causes des inégalités sociales à travers la création de richesses ;
- Promouvoir l'expertise endogène des femmes dans la gestion des conflits ;
- Développer les compétences des femmes et des jeunes femmes en matière de leadership, de médiation, de respect des droits et devoirs, d'instruments juridiques, de fonctionnement des institutions et autres thématiques pertinentes ;
- Travailler avec les leaders communautaires et religieux pour changer les perspectives genre.

Partage d'expériences des mentees du GYLA : quand la jeunesse inspire la jeunesse

Même s'il implique des experts et des décideurs publics, le Forum de la jeunesse est avant tout un espace qui offre aux jeunes un cadre de dialogue, de réflexion, d'apprentissage, d'échange d'expériences, de bonnes pratiques afin de

proposer de nouvelles perspectives et d'améliorer leur participation à la citoyenneté et aux processus de paix en Afrique et au Sahel. Le Forum de la jeunesse est surtout un cadre d'échanges et de partage d'expériences entre les jeunes eux-mêmes pour leur permettre de s'inspirer les uns des autres. C'est à cet effet que les bénéficiaires du renommé programme Gorée Institute Youth Leadership Academy (GYLA), qui s'est d'ailleurs clôturé 24 heures avant la tenue du Forum, ont exposé devant leurs pairs les diverses connaissances et expériences que leur a offertes ce programme dans leurs parcours professionnels, personnels et associatifs. Un moment coloré de sentiment de gratitude envers l'Institut Gorée, mais aussi de récits inspirants ayant suscité chez les autres jeunes l'envie de compter parmi les futurs bénéficiaires de l'Académie de leadership et de jeunesse du Gorée Institute.

Pour rappel, le GYLA et le Forum annuel de la jeunesse sont partie intégrante du programme Power Of Dialogue (POD) centré sur le renforcement des capacités des femmes et des jeunes leaders dans l'optique d'influencer efficacement et de participer à des processus politiques et aux processus de paix et de sécurité au Sahel.



Déclaration des jeunes au Forum régional de la jeunesse du Sahel

Nous,

Jeunesse africaine,

Espoir du sahel, provenant des terres historiques du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal, réunis du 11 au 12 novembre 2024 dans la ville des trois caïmans, représentant la société civile, les partis politiques, les institutions étatiques, la presse, les institutions internationales, dans le cadre du Forum régional des jeunes organisé par le Gorée Institute en partenariat avec le ministère de la Jeunesse et l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Bèye,

Portant l'ambition de contribuer activement à l'élaboration et à la conduite des politiques de gouvernance et de jouer un rôle décisif dans la résolution des crises au Sahel, à travers une citoyenneté active et responsable et une volonté ferme d'occuper une place significative dans les instances de prise de décision,

Considérant la jeunesse comme l'avant-garde de toute innovation sociale, économique et politique, les résolutions 2250, 2419 et 2525 du Conseil de sécurité des Nations-Unies, la charte africaine de la jeunesse et les politiques nationales de la jeunesse consacrent leur non-discrimination et leur participation effective au processus de consolidation de la paix, de prévention et de résolution des conflits et de développement post-conflit,

Tenant compte du poids démographique de la jeunesse africaine, les jeunes sont riches en compétences, en talents et en leadership mais paradoxalement, la faible prise en compte de leur voix et aspirations se manifeste dans leur faible présence dans les instances décisionnelles,

Considérant notre capacité à participer aux dialogues consultatifs, à faire preuve d'analyse contextuelle, de médiation et de force stratégique, notamment durant les périodes de transition,

Conscient des dynamiques conflictuelles que traverse le Sahel, les jeunes sont motivés par une volonté d'accompagner leurs pairs des milieux urbains et ruraux, vers une vision et une protection des nations communes en portant des initiatives de nexus, paix, humanitaire et développement,

Conscient de notre engagement à aller au-delà des contestations pour être une force de proposition et se positionner comme un acteur contribuant à la mise en œuvre des politiques, de contrôle citoyen et de consolidation des valeurs nationales,

Considérant notre forte capacité de résilience face aux situations de crise, l'impact communautaire de notre engagement ainsi que notre utilisation accrue des nouvelles technologies, nous appelons la jeunesse africaine à

- S'inscrire continuellement dans la recherche du savoir et de compétences en investissant dans leur propre éducation, afin de renforcer leur capacité à contribuer positivement à la gouvernance et au développement de leurs communautés,*
- Cultiver et promouvoir le leadership transformationnel, à travers la compréhension des enjeux, du patriotisme, une bonne vision, et en faisant preuve d'humilité, de respect de l'engagement et de bonne attitude,*

- *Comprendre les systèmes de gouvernance et leurs enjeux, connaître les instruments juridico-politiques et s'engager à plaider pour promouvoir l'inclusion sociale et la solidarité entre les jeunes du Sahel,*
- *Participer aux instances de prise de décision afin de se faire entendre dans les conseils locaux et s'impliquer dans les initiatives communautaires, le tout dans une synergie d'actions,*
- *Jouer un rôle de suivi des actions et politiques publiques les concernant ;*

Nous recommandons aux acteurs régionaux, aux institutions étatiques et organisations de la société civile à :

1. *Catégoriser la jeunesse et ses besoins, dans l'optique de proposer des politiques plus adaptées à chaque groupe cible, afin de mieux de mieux les optimiser ;*
2. *Encourager les différentes structures de jeunesse à sortir de leur zone de confort et à tendre la main aux jeunes des zones rurales, afin de favoriser une participation effective de tous ;*
3. *Intensifier la diffusion des instruments visant à promouvoir la participation des jeunes ;*
4. *Impliquer et responsabiliser la jeunesse dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques publiques ;*
5. *Instaurer un quota pour une participation qualitative de la jeunesse, dans les postes électifs et nominatifs ;*
6. *Accorder une attention particulière à la participation des jeunes ruraux ;*
7. *Renforcer l'éducation civique en intégrant des cours sur la citoyenneté, la gouvernance, la paix dans les programmes scolaires et universitaires ;*
8. *Éduquer la jeunesse à une utilisation responsable et efficiente des outils numériques ;*
9. *Faciliter l'accès des jeunes aux ressources afin de mieux les maintenir dans le terroir ;*
10. *Capitaliser les expériences dans la mise en œuvre des politiques publiques et de la participation des jeunes pour un développement durable ;*
11. *Garantir l'ouverture de l'espace civique propice à un contrôle de l'action publique par les jeunes.*



